

Presses universitaires



ACCUEIL

CATALOGUE

DES 14632

LIVRES

ÉDITEURS

AUTEURS

OPENEDITION SE

Septentrion

Qu'est-ce que résister ? | José-Angel Calderón, Valérie
Cohen

Chapitre 8. La résistance au

prisme de la sociologie des rapports sociaux : les enjeux du passage au collectif

Xavier Dunezat et Elsa Galerand

p. 125-142

Texte intégral

- 1 À l'image d'autres catégories d'analyse (« émancipation », « subversion »...) régulièrement convoquées par les sociologues qui s'intéressent aux mouvements sociaux, la notion de « résistance » est à la fois une clameur récurrente des groupes mobilisés et une notion suffisamment spongieuse pour que toute pratique d'opposition ou de refus puisse se diluer dans la grammaire des résistances. Si l'existence d'un point de bascule ou de rupture entre la résistance et la reproduction de la domination semble implicitement postulée, ce point reste largement indéterminé.
- 2 La question des résistances s'est imposée à nous à partir de

nos objets et terrains de recherche : des mouvements sociaux. Nous nous intéressons en effet aux tentatives collectives d'émancipation si bien que ce sont les pratiques de résistance qui prennent des formes collectives qui constituent notre entrée. Ainsi, pour nous, « résistance » rime avec luttes sociales, militantisme, mobilisation. Cependant, notre mode d'entrée (Kergoat et al., 1992) dans l'analyse des mouvements sociaux nous a conduit(e)s à repérer des rapports de pouvoir, des « contradictions » (Galerand, 2006), des « luttes dans la lutte » (Dunezat, 2004) et donc à dissocier deux niveaux de pratiques de résistance : celui du groupe mobilisé et celui qui concerne l'espace-temps militant. En effet, notre sociologie des mouvements sociaux ne néglige pas le fait observé que les mobilisations sont aussi traversées, voire rejouent et structurent, des rapports de domination (et de résistance) en leur sein, notamment parce qu'elles reconfigurent – via la division du travail militant – des groupes sociaux de positions contradictoires et hiérarchisées. Toute lutte sociale – toute manière de résister collectivement donc – peut alors devenir un espace-temps de domination et de résistance via les pratiques militantes.

3 Ainsi, notre approche de la notion de résistance a ceci de spécifique qu'elle s'est construite à partir de la prise en compte des rapports de domination dans les mouvements sociaux, donc dans des lieux de résistance.

Cette contribution prend appui sur des enquêtes ethnographiques menées dans plusieurs mouvements sociaux et qui combinent l'observation participante – en tant que militant(e) –, l'entretien semi directif, le recours à des questionnaires (sur les trajectoires professionnelles, domestiques, militantes), l'exploitation de données secondaires (productions écrites des mobilisations, articles de presse...). Ces enquêtes visaient notamment à interroger la dynamique comme le traitement des différents rapports de pouvoir dans et par les mobilisations étudiées.

En adoptant une démarche comparative, Xavier Dunezat (2004) a plus particulièrement analysé deux mobilisations locales de chômeurs et chômeuses en Bretagne (à Morlaix et à Rennes) qui participaient du « mouvement des chômeurs de 1997-1998 » (Demazière et Pignoni, 1998). Depuis 2005, il s'intéresse à deux mobilisations locales

dites de sans-papiers pour lesquelles le travail d'analyse est en cours (Dunezat, 2011). Elsa Galerand (2007) a pour sa part plus spécifiquement travaillé sur l'organisation de la Marche Mondiale des Femmes de 2000 à laquelle elle a participé en militant au sein du secrétariat international (1999-2000). Elle s'intéresse actuellement aux pratiques revendicatives des travailleuses domestiques organisées dans PINAY (organisation des femmes philippines du Québec).

- 4 Nos enquêtes ethnographiques nous conduisent à avancer que la notion de résistance reste difficilement opératoire tant qu'elle oscille entre deux usages dominants : d'une part, un usage plutôt philosophique ou hérité de la physique des corps, qui nous semble peu précis sociologiquement, quand le concept de résistance sert à penser la relation d'un Sujet désincarné au pouvoir et non pas la dynamique des rapports sociaux qui produisent des dominé(e)s et des dominant(e)s ; un usage davantage sociologique mais réductionniste, qui renvoie au schéma de la lutte des classes comme conflit principal, quand la résistance désigne la résistance au travail et que celle-ci est pensée à partir d'une définition tronquée du travail selon laquelle seul le travail salarié constitue du travail.
- 5 À contre-courant de ces deux usages, nous proposons de (re)travailler la catégorie de « résistance ». D'abord (I), notre parti pris est de circonscrire la notion en lui conférant une place théorique centrale dans la sociologie des rapports sociaux. Il s'agit alors de faire de la résistance une pratique généralisable, voire généralisée, qui structure tous les rapports sociaux (sexe, race, classe) et qui concerne tous les champs du travail. Dans cette perspective, nous proposons plus spécifiquement de problématiser la résistance en termes de travail militant. Ensuite (II), grâce à cette entrée par les rapports sociaux et par le travail militant, on peut appréhender – matériellement et pas seulement symboliquement – les pratiques de résistance des dominé(e)s sans les idéaliser. Sur nos terrains, ces pratiques se révèlent le plus souvent chargées et porteuses de

contradictions, comme nous tenterons de le montrer. Elles se révèlent plus précisément paradoxales lorsqu'on les problématise en termes de *passage au collectif*.

I. Théoriser les résistances en termes de rapports sociaux et de travail militant

- 6 Si l'on raisonne à partir du paradigme du rapport social (Pfefferkorn, 2007), la résistance doit être pensée comme une pratique collective de dominé(e) (I.1) et comme un travail (I.3), dont la portée doit être analysée en prenant en compte la dynamique consubstantielle et coextensive (Kergoat, 2012 : 125-140) des rapports de domination (I.2).

1. Quelques usages problématiques de la notion de résistance

- 7 En délaissant ici l'histoire de la notion et la référence à la Résistance sous l'occupation nazie, ou encore la question de l'atténuation (Touraine et al., 1984) ou du renouvellement (Groux et Pernot, 2008) des résistances ouvrières depuis 30 ans, nous souhaiterions pointer trois usages qui nous paraissent problématiques.
- 8 Le premier usage, extensif voire spongieux, de la notion de résistance renvoie à des définitions qui ne parviennent pas à se départir de « la physique des corps » et de l'idée que « la résistance consiste dans le fait d'opposer une force à une autre » (Desmons, 2011 : 1132). Elle ne serait alors que l'envers immanent de la puissance si l'on suit des approches plus spinozistes (Proust, 1997). Dans cette perspective, tout le monde est susceptible d'entrer en résistance dès qu'une forme de « puissance » est mise en œuvre. On pourra alors interroger et présenter « les résistances des hommes au changement », c'est-à-dire les « pratiques masculines en

- matière de lutte contre le progrès social en faveur des femmes » (Devreux, 2004 : 10). Notre compréhension des rapports de pouvoir, en termes de rapports sociaux, nous conduit plutôt à envisager ces pratiques comme des formes de « réaction » (Faludi, 1993) qui doivent être situées dans le continuum des pratiques de domination et non de résistance.
- 9 En effet, selon notre cadre théorique, toutes les puissances ne se valent pas. Théoriser la résistance en négligeant les conditions sociales et historiques de *production* d'une pratique dite de résistance dépossède les dominé(e)s d'une logique d'action face aux groupes dominants et euphémise, du même coup, la domination. Si tout le monde résiste dès qu'il y a puissance, alors les groupes dominants et dominés vivent une véritable homologie de position, en dépit des rapports d'exploitation qui président à leur constitution et qui créent de facto des rapports dissymétriques aux pratiques de résistance.
- 10 Mais la notion de résistance est aussi utilisée pour distinguer les « formes collectives de contestation » et les « formes individuelles de résistance » (Péchu, 2009 : 459). Cette individualisation de l'acte résistant transparaît dans le constat d'un affaiblissement de la résistance collective ouvrière (Beaud et Pialoux, 2005) ou encore dans des usages débridés de la notion de résistance pour désigner « toute forme de défense d'un groupe ou d'individus isolés, face à ce qui est ressenti par eux comme une menace physique, idéologique ou politique » (Desmons, 2011 : 1132). Notre cadre théorique nous invite à prendre de la distance avec toute idée de résistance individuelle, ne serait-ce qu'en raison de la similarité des répertoires disponibles dans lesquels les « individus » – au demeurant socialement situés – vont puiser des manières de s'opposer. Ces répertoires

possèdent toujours une dimension sociohistorique (Tilly, 1986) et donc une dimension collective.

- 11 Enfin, nous nous démarquons des usages réductionnistes qui ne situent pas les résistances dans la matrice des rapports de pouvoir (sexe, classe, race). En effet, l'association – délibérée ou inconsciente – entre pratiques résistantes et dynamiques des seuls rapports de classe conduit à deux impensés sociologiques.
- 12 Avec cette association, c'est d'abord la contradiction des pratiques réelles de résistance qui se trouve évacuée. Par exemple, le vote ouvrier blanc – lorsqu'il se porte minoritairement sur l'extrême droite – peut certes constituer un geste de dominé(e)s qu'il convient d'appréhender en termes de rapports sociaux de classe mais il n'en reste pas moins un acte de violence, un acte de dominant, dans la dynamique des rapports sociaux de race. Peut-on alors penser la reconfiguration d'une partie du vote ouvrier comme une des modalités selon lesquelles les résistances ouvrières se recomposent face à la puissance patronale ? Peut-être mais à condition de tenir compte de l'incidence des rapports de race sur les expériences, consciences et pratiques de classe. Alors l'acte résistant prend une dimension raciste et sexiste, notamment subjective, qui – compte tenu de l'imbrication des rapports de domination – lui fait perdre une part de sa portée résistante¹. Ce mode d'appréhension redonne aussi une dimension « rationnelle » à un type de vote ouvrier qu'on tend à ranger un peu vite dans l'ordre de l'aliénation ou de l'aveuglement (prolétaires).
- 13 Le second impensé sociologique renvoie à toutes les pratiques résistantes qui sont déniées, invisibilisées, infériorisées. Les mouvements féministes l'ont suffisamment

expérimenté : il ne suffit pas de lutter contre un système d'oppression pour se voir reconnaître le statut de « résistant » ou de « mouvement social » (Trat, 2002). En particulier, si le monde du travail professionnel et salarié – notamment l'usine – a pu faire l'objet d'une perception inductive et justifiée des résistances, il semble que d'autres mondes ou espaces de travail – donc de résistance possible – aient été délaissés, voire méprisés dans la sociologie des « anciens » comme des « nouveaux mouvements sociaux ». Nous pensons ici à la famille ou à la sphère dite privée comme espace susceptible de voir des résistances se déployer, au divorce conjugal dont le caractère massivement féminin ne l'empêche pas d'être rangé dans l'exit individuel et non dans les modes collectifs de résistance au « sexage » (Guillaumin, 1992 : 13-48) ou au « mode de production domestique » (Delphy, 1998 : 5-30). La sphère du travail professionnel ou salarié n'est pas le seul lieu de résistance : d'autres espaces de travail le sont aussi.

- 14 Finalement, nous souhaitons ici combiner trois impératifs dans le recueil et l'analyse des pratiques de résistance :
1. considérer que les pratiques de résistance sont des pratiques collectives de dominé(e)s, de toute catégorie de dominé(e)s ;
 2. considérer que les rapports de pouvoir (sexe, classe, race) qui produisent ces catégories sont indissociables dans la réalité et que les pratiques de résistance (comme de domination) sont donc toujours non seulement classées mais aussi sexuées et racisées ;
 3. considérer par conséquent que la résistance prolétaire peut prendre des formes de domination dans la dialectique des rapports de sexe et de race, chaque mode

de résistance méritant d'être analysé au regard de cette dynamique imbriquée des rapports sociaux.

2. La résistance : une pratique au cœur des rapports sociaux

- 15 Selon certains usages de la notion de résistance, celle-ci désignerait davantage l'« ensemble des phénomènes qui traduisent un rapport de contestation à un pouvoir de Droit ou de fait », ou encore toute « réponse [...] à une situation jugée comme constituant une oppression par ceux qui s'en considèrent victimes » (Desmons, 2011 : 1132). Notre propre approche s'inscrit dans cette perspective et la systématise à partir d'une lecture en termes de rapports sociaux qui rejoint partiellement² la proposition foucauldienne lorsqu'elle considère que là où il y a pouvoir, il y a résistance ou, du moins, l'horizon d'une résistance possible. En effet, la résistance viendrait *de l'intérieur* s'opposer au pouvoir car, selon les mots de Foucault (1976), tout flux de pouvoir appelle ce ressac qui est une action de résistance et « il n'est pas de pouvoir sans refus ou révolte en puissance » (Foucault, 1986 : 34). En particulier, le pouvoir produit ses « hommes infâmes », sa « plèbe », dont « le trait commun est d'occuper la place de ce déchet plus ou moins abject de l'ordre et de produire, à ce titre, des effets de perturbation spécifiques » (Brossat, 2004 : 116). La résistance est alors envisagée à travers ces « effets de plèbe », en tant qu'elle constitue l'autre terme dans les relations de pouvoir, le moteur de l'histoire comme processus de production et non de simple reproduction ou répétition.
- 16 Mais cette forme d'irréductibilité foucauldienne selon laquelle tout pouvoir génère sa propre résistance, même potentielle, suppose des « acteurs », puisque « le trait distinctif du

pouvoir, c'est que certains hommes peuvent plus ou moins entièrement déterminer la conduite d'autres hommes » (Foucault, 1986 : 34). En effet, on parle ici du « gouvernement des hommes par les hommes – qu'ils forment des groupes modestes ou importants, qu'il s'agisse du pouvoir des hommes sur les femmes, des adultes sur les enfants, d'une classe sur une autre, ou d'une bureaucratie sur une population » (idem : 34-35). Et si l'on suit la méthode foucauldienne selon laquelle il s'agit de contourner les universaux anthropologiques pour les interroger dans leur constitution historique, il faut aussi interroger ces groupes « modestes » ou « importants » dans leur constitution historique. Il faut en particulier les dénaturer si l'on veut comprendre sociologiquement leurs pratiques de résistance.

17 C'est dans cette perspective que la sociologie des rapports sociaux à laquelle nous nous référons (Kergoat, 2012 ; Falquet, Lada, Rabaud, 2007) propose des outils qui nous semblent heuristiques. Elle consiste à penser le processus de production des groupes et de leur hiérarchie comme un processus contradictoire, intrinsèquement conflictuel, puisqu'elle le rapporte aux rapports sociaux. Et ceux-ci sont des rapports de force dynamiques ou vivants qui se jouent et rejouent en permanence – via l'agencement des pratiques – et non des systèmes fermés de domination. La résistance est alors entendue comme une composante inhérente de cette dynamique. Mais le recours au concept marxien de rapport social vient déplacer la focale en nous invitant à raisonner *en amont* de l'existence des groupes, voire *au-delà* parce qu'il ouvre sur la possibilité d'une société sans classes (Guillaumin, 1992 ; Delphy, 2001). De même, si les relations de pouvoir sont multiples, les rapports sociaux en constituent le cadre car ils classent l'ensemble des membres

d'une société, ils traversent tous les champs sociaux, ils « fonctionnent en même temps comme rapports de production » (Godelier, 1984 : 32). Les rapports sociaux de classe, de sexe et de race partagent ces trois premières propriétés. Ils produisent des groupes de position antagoniques (hommes/femmes ; racisant(e)s/racisé(e)s ; bourgeois(e)s/prolétaires). Ils organisent toutes les sphères de la vie sociale : la maison, la rue, l'école, l'usine, le local militant... Chacun d'eux fonctionne à la fois (Dunezat, 2004 : 112-121) comme rapport de domination (violence symbolique), d'oppression (violence physique réelle ou potentielle) *et d'exploitation* (appropriation du travail) : bref, aucun rapport social ne saurait être dématérialisé dans l'analyse (Galerand, 2007).

- 18 Ainsi, en dissidence avec une sociologie qui rabat la question de l'exploitation sur les seuls rapports de classe, l'analyse en termes de rapports sociaux l'inscrit au cœur du fonctionnement de tout rapport social. Suivant un mode d'explication matérialiste, nous tenons que la sexuation comme la racisation du social, soit l'existence des marqueurs sexe et race comme la formation des groupes marqués, sont indissociables des divisions sexuelle et raciale du travail comme des intérêts qui en sont retirés (Guillaumin, 1992). Aussi, les processus de spécialisation des activités par lesquels un groupe social – les hommes, les blanc(he)s, les bourgeois(es) – se met en position de s'approprier le travail d'un autre groupe social – les femmes, les non blanc(he)s, les prolétaires – participent à fabriquer et à recomposer ces groupes.
- 19 Théorisés ainsi, les différents rapports sociaux – sexe, classe, race – ne peuvent plus être hiérarchisés, ni simplement juxtaposés. Ils possèdent alors une quatrième propriété : ils

sont consubstantiels (Kergoat, 2012), ils entretiennent entre eux des relations de co-construction (Galerand, 2009). Cela signifie que chaque rapport de force et chaque mode de division du travail contribuent à configurer et à organiser les autres. Pour raisonner sur les résistances, il faut alors prendre en compte la production de tous les groupes susceptibles d'entrer en résistance et donc tous les rapports de domination à l'origine de ces groupes. La résistance est bien l'autre terme de la domination, la pratique des groupes dominés – face aux groupes dominants – qui participe directement de la dynamique des rapports sociaux.

20 À partir de cette compréhension de la conflictualité, nous plaçons donc pour une analyse des pratiques de résistance des dominé(e)s qui les situe d'emblée dans la dynamique des rapports sociaux. Mais comment appréhender ces pratiques ?

3. La résistance : une forme de travail militant

21 Comme pour toute pratique en sociologie des rapports sociaux, le recours matérialiste à la notion de travail et à l'analyse de l'organisation du travail qui donne sens et forme à cette pratique est ici indispensable. En effet, la sociologie des rapports sociaux à laquelle nous nous référons contient une définition extensive du concept de travail – toute activité de production du vivre en société (Hirata et Zarifian, 2000) et non plus de la seule plus-value – qui inclut le travail professionnel, domestique et militant. Si nous définissons le travail comme l'ensemble des activités humaines de production du vivre en société, il est possible de postuler que les partis politiques, les syndicats, les associations, les mouvements sociaux sont des espaces-temps de travail. Mais quelle est la spécificité de ce travail ? L'organisation de la

production du vivre en société n'est pas le résultat d'une évolution naturelle ou nécessaire. Contre tout évolutionnisme, il nous semble important d'affirmer que l'évolution des formes d'organisation du travail est le produit d'une activité spécifique : celle qui consiste à légitimer ou délégitimer et à conserver ou transformer les modalités de la production du vivre en société. Ainsi les partis politiques, les syndicats, les associations et les mouvements sociaux ont en commun de vouloir décrire et juger l'état du monde – i. e. l'état de l'organisation de la production du vivre en société – tout en produisant un travail visant à conserver ou transformer cet état : c'est cette forme de travail que nous nommons travail militant (Dunezat, 2004 : 146). Cette manière de définir le travail militant ne présage pas de sa portée émancipatrice puisque ce travail peut aussi bien préserver l'ordre social que le contester.

22 Nous proposons donc de placer le travail au centre d'une sociologie des résistances. Il ne s'agit plus seulement de penser les résistances au travail, même si nous tenons que l'organisation du travail est bien l'enjeu des rapports sociaux, mais aussi les résistances comme activité de travail spécifique, le travail militant, loin d'une conception métaphysique ou immanente de la résistance au pouvoir. À partir de cette définition, la notion de résistance se trouve *de facto* élargie et précisée. Élargie, puisque le monde du travail professionnel n'épuise plus le monde du travail donc l'espace des résistances au travail : la sphère dite privée devient un lieu de résistance potentiel, l'espace militant aussi. Précisée, puisque les résistances deviennent du travail militant et l'organisation de ce travail, soit sa distribution, devient du même coup un enjeu de lutte central. Il s'ensuit que l'orientation (idéelle) et l'organisation (matérielle) du travail

militant sont, dans notre approche, des éléments d'analyse des pratiques de résistance. À partir de ces éléments, il est possible de mettre en évidence la dimension contradictoire des pratiques de résistance que nous avons observée.

II. Le passage au collectif : un point de départ pour penser les pratiques de résistance

- 23 Quelques remarques préalables s'imposent ici. Nous ne dénions pas aux mouvements sociaux qui échouent, qui sont récupérés ou qui ont des objectifs présumés limités ou concrets le statut d'espaces-temps de résistance. Il ne s'agit pas non plus de réserver ce statut aux mouvements ou aux luttes qui visent explicitement plusieurs rapports de pouvoir. Un mouvement de sans-papiers qui cible prioritairement – voire exclusivement – l'ordre raciste de fabrication des sans-papiers fait bien partie de la grammaire pratique des résistances.
- 24 Cependant, nous voudrions développer l'hypothèse selon laquelle le problème du *passage au collectif* – qui représente bien souvent un enjeu central pour les militant(e)s – peut constituer une entrée heuristique pour l'analyse des pratiques de résistance. En effet, « toute mobilisation renvoie à un “nous” mais pas forcément à un collectif » (Kergoat 2012 : 253). C'est notamment que les pratiques de résistance concrètes ne parviennent pas toujours à enrayer la logique des rapports de pouvoir ou à dépasser les contradictions internes aux groupes mobilisés. Elles peuvent alors contribuer à contrarier le passage au collectif. Celui-ci dépend en effet de la capacité des groupes mobilisés à construire une « solidarité » et un « sentiment collectif », à travailler « l'unité non pas seulement en respectant, mais à

partir de la diversité des individus, des groupes et des points de vue » (idem : 249-250), à fabriquer des moments militants propices à l'appropriation collective – voire à l'apprentissage collectif – et susceptibles de faire face aux processus de dispersions, d'essoufflements et de désengagements.

- 25 C'est donc à partir de cette question du passage au collectif que nous proposons d'interroger les pratiques de résistance que nous avons observées. Cette démarche conduit à relativiser leur portée lorsqu'elles conduisent à exclure des catégories de dominé(e)s (II.1) ou à les reléguer dans et par la division du travail militant (II.2). Le passage au collectif apparaît alors comme un des enjeux des rapports de force qui peut, sous certaines conditions, devenir une des formes de l'expérience résistante (II.3).

1. Quel groupe mobilisé dans les mouvements sociaux ?

- 26 Lorsqu'une *lutte donnée* et les pratiques de résistance qu'elle secrète – a fortiori les objectifs politiques qu'elle propose – excluent des catégories de dominé(e)s *concernées par cette lutte*, alors le passage au collectif est impossible.
- 27 Le schéma marxien du passage de l'état de classe en soi à l'état de classe pour soi constitue ici un point d'entrée heuristique pour illustrer l'enjeu central que peut constituer le groupe mobilisé et ses contours dans l'analyse des pratiques de résistance. Toutefois ce schéma suppose d'être reformulé dès lors que l'on admet la dynamique consubstantielle des rapports de pouvoir. La prise en compte de cette dynamique vient nécessairement modifier la compréhension de ce qu'est une classe et des conditions de

sa constitution (Galerand, 2007 : 40-71), y compris la classe ouvrière. Les analyses menées dans cette perspective ont notamment démontré que des contradictions de sexe et de race traversent et structurent la classe ouvrière comme le mouvement ouvrier.

28 En effet, nombre de travaux ont pointé les dynamiques contradictoires de ce mouvement, lorsqu'il s'accompagnait de discours ou de pratiques excluant de facto certaines catégories de dominé(e)s – les femmes ouvrières, les racisé(e)s ouvrier(e)s – de l'accès à la lutte, voire aux objectifs de celle-ci. Suivant une analyse en termes de rapports sociaux, il ne s'agit pas tant d'interroger le mouvement ouvrier pour avoir circonscrit sa lutte à « l'usine » que pour avoir négligé, dans le processus de mobilisation et d'orientation de la lutte, les contradictions internes à la classe ouvrière (Kergoat, 1973, 1982), le fait que toutes les personnes ouvrières n'étaient pas dans la même position, compte tenu des rapports de sexe et de race qui organisent aussi le travail à l'usine et qui créent des rapports dissymétriques au travail, y compris militant. Par exemple, nous interrogeons la portée des pratiques de résistance du mouvement ouvrier lorsqu'il a réclamé le retour des femmes au foyer, lorsqu'il continue de négliger le problème de l'organisation du travail domestique ou encore l'interdiction de travailler que subissent les racisé(e)s qui sont sans-papiers.

29 Le schéma marxien nous semble alors insuffisant parce qu'il est fondé sur une compréhension faussée – masculine et blanche – de ce que sont les classes et de la dynamique des conflits de classe. Celle-ci est en effet directement modulée par les rapports sociaux de sexe et de race. Or, l'hypothèse marxiste d'un front de lutte principal conduit à réduire le

problème du passage de l'*en soi* au *pour soi* en raisonnant sur une classe ouvrière présumée à tort a-racisée et a-sexuée. Il ne s'agit donc pas tant de pointer ici la proposition d'un passage au collectif pour la seule classe ouvrière que : 1. le rabattement de cette classe sur l'une de ses fractions ou composantes particulières ; 2. l'utilisation de cette proposition pour délégitimer et exclure – voire empêcher – les tentatives de construction de groupes mobilisés sur d'autres fronts.

30 En cela, le mouvement ouvrier était – et reste – porteur de contradictions qui affaiblissent la construction de la classe pour soi, si l'on veut bien admettre que la genèse de cette dernière ne saurait faire abstraction des groupes et des intérêts antagoniques que les rapports de sexe et de race contribuent à former au sein du prolétariat.

31 La critique de l'héritage marxien et du mouvement ouvrier ne doit pas laisser penser que les « nouveaux mouvements sociaux » des années 1960, les façons de « militer aujourd'hui » (Ion et al., 2005) ou encore « le paysage recomposé des minorités actives » (Sommier, 2003 : 35-129) ont réussi à résoudre le problème du (passage au) collectif. Bien au contraire, nombre de travaux s'accordent pour pointer la sur-représentation – parfois l'unique présence – des « couches moyennes » dites instruites, notamment des salarié(e)s du secteur public, dans la formation et la dynamique des mobilisations contemporaines. Nous visons ici plus particulièrement les groupes dits à « faibles ressources » (chômeurs, sans-logis, sans-papiers...) qui nécessiteraient des « entrepreneurs de protestation » ou ce que Cécile Péchu appelle les « mouvements pour les pauvres » et qu'elle distingue des « mouvements de

pauvres ».

- 32 Depuis les années 1960, les pratiques de résistance dites nouvelles n'échappent pas à la contradiction du mouvement ouvrier en termes de groupe mobilisé. Les théorisations issues du *black feminism* ont ainsi amplement souligné les limites des luttes féministes, des pratiques et des analyses fondées sur l'expérience blanche, bourgeoise et occidentale de l'oppression des femmes. Elles interpellent tout autant les conceptions androcentriques du racisme qui peuvent saper les luttes antiracistes. De même, suite à nos observations, nous restons perplexes face à des luttes « de soutien aux sans-papiers » dans lesquelles on ne trouve aucune personne sans-papiers ou des « mouvements de chômeurs » avec si peu de chômeurs et chômeuses³. Pour les mobilisations de sans-papiers, nous avons aussi observé les effets de la création du Réseau Education Sans Frontières en 2005. Ce réseau avait stratégiquement choisi de ne se battre que pour la régularisation des familles sans-papiers ayant des enfants scolarisé(e)s, au nom du droit à la scolarité. Or, si cette lutte a fini par déboucher (2006) sur une circulaire restrictive de régularisation de 6 000 familles avec enfants, elle a eu pour effet indirect d'exclure de la lutte et de ses objectifs les sans-papiers sans enfants, voire d'accroître leur traque, compte tenu d'objectifs quantitatifs de reconduites à la frontière que les familles sans-papiers avec enfants ne permettaient plus d'atteindre. Le caractère sélectif de la lutte nous semble alors empli d'une contradiction qu'il convient d'interroger.
- 33 Au total, si « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », le caractère segmenté – sexué, racisé, classé – du recrutement dans des luttes qui se donnent pour objectif la défense des intérêts et la promotion des droits de groupes non représentés dans la lutte nous

semble relativiser en profondeur la nature même du collectif que cherche à symboliser le groupe mobilisé. Le passage au collectif est ici impossible parce que le recrutement du groupe mobilisé exclut de facto – volontairement ou non – les, ou des, principaux concerné(e)s par l'action collective. Les pratiques de résistance « pour les pauvres » participent alors des rapports de production qui segmentent l'ordre social...

34 Ainsi, le premier niveau du (passage au) collectif est bel et bien celui des contours du groupe mobilisé. Si la résistance est le travail militant des dominé(e)s, ce travail doit être accessible à toute catégorie de dominé(e)s concernée par le rapport social mis en cause par un groupe mobilisé.

2. Le passage au collectif enrayé : travail séparé et éclatement du groupe mobilisé

35 Selon notre approche, le passage au collectif ne se mesure pas seulement en fonction de la participation quantitative des différentes catégories de dominé(e)s concernées par la lutte mais aussi en fonction des modes de coexistence dans et par l'action collective. Nous voudrions alors mettre en exergue comment les formes d'organisation du travail militant peuvent créer des modes de coexistence qui empêchent le passage au collectif, en dépit d'une présence simultanée de différents groupes sociaux dans la lutte. Paradoxalement, les pratiques de résistance peuvent alors fragiliser ou miner le potentiel de résistance d'un groupe mobilisé. Il s'agit bien d'un paradoxe puisque le travail militant a ceci de spécifique qu'il consiste, pour partie, à construire du collectif ne serait-ce que dans une logique de rapport de force. Néanmoins le *passage au collectif* peut

échouer ou rester inachevé lorsque les contradictions sociales se trouvent reconfigurées et non pas dépassées à l'intérieur du mouvement.

36 En la matière, les travaux qui s'appliquent à interroger les modes d'organisation montrent bien que l'organisation collective n'est pas en soi émancipatrice quelle que soit la forme prise par l'organisation. Les espaces-temps militants ne sont pas des zones protégées et, si les bonnes volontés peuvent aider, elles ne suffisent le plus souvent pas à contrarier la dynamique des rapports de pouvoir. Selon des travaux convergents, la division sexuelle du travail militant constitue un trait constant des groupements protestataires en dépit de la diversité des formes organisationnelles et des modes de leadership (Fillieule, 2009). Et ce résultat d'analyse porte un coup sérieux aux discours de célébration de nouvelles formes de militantisme ou d'engagement qui, par opposition aux anciennes, seraient plus inclusives, moins pyramidales et centralisées, plus horizontales et ouvertes à la diversité (Ion et al., 2005). Cette opposition ne semble pas résister à l'épreuve des recherches sociologiques sur le travail militant, y compris pour nos propres terrains.

37 Le travail séparé (Dunezat, 2009 : 165-170) est au cœur du processus de blocage du passage au collectif. L'organisation du travail militant prend alors la forme d'une spécialisation des tâches qui, loin de créer un espace propice à l'appropriation collective du travail militant et au dépassement des contradictions, vient fragmenter le mouvement et produire des rapports de pouvoir spécifiques via les pratiques de résistance. Celles-ci peuvent alors sécréter de véritables souffrances au travail militant (sentiments d'incompétence, d'ennui, d'inutilité,

d'invisibilité, de relégation) et pousser à la défection. Par exemple, dans les mobilisations de sans-papiers, ce sont des hommes – plus rarement des femmes – qui possèdent un fort capital militant (ou culturel), n'ayant jamais vécu l'expérience de sans-papiers, qui s'accaparent les tâches prescrites, notamment décisionnelles, reléguant les sans-papiers au rôle de spectateurs. Ces « soutiens » aux sans-papiers contrôlent en réalité le mouvement, tandis que les sans-papiers restent cantonnés à un mode de participation inactive, au mieux à se porter volontaires ou à être désignés lors de la répartition des seules tâches exécutives. Leur participation au mouvement, taxée parfois d'instrumentale par les « soutiens », est ainsi liée au seul espoir d'obtenir des papiers, cette obtention débouchant sur un désengagement rapide. Des dynamiques similaires ont été identifiées dans les mobilisations dites de chômeurs (Dunezat, 2004).

38 En particulier, quand le travail militant est trop séparé, la lutte devient un espace-temps de domination permanente, au mieux de conflit permanent, qui fait et défait sans cesse l'organisation du travail militant, provoquant un processus de désengagement qui n'est pas tant individuel que segmenté. Nous pensons ici à une mobilisation de chômeurs et chômeuses (Rennes) dans laquelle la part des femmes est passée de 40 % à 10 % sous l'effet de la domination masculine anarchiste (et de classe). Nous pensons encore à une mobilisation dite de sans-papiers dans laquelle le turnover des sans-papiers est tel que seuls des hommes salariés du public – le plus souvent enseignants – font figure de militants stables. Dans tous les cas, même si des « pauvres » rejoignent le groupe mobilisé, les « mouvements pour les pauvres » ne parviennent pas à se transformer en « mouvements de pauvres ».

39 Une autre forme de travail séparé a pu être observée dans le cas de la Marche Mondiale des Femmes de 2000 (Galerand, 2007) qui constitue une tentative d'articulation des résistances féministes face à la mondialisation, mais une tentative dont le caractère partiel ou inachevé pourrait trouver une partie de son explication dans l'organisation du travail militant. En particulier, celle-ci n'a pas permis d'éviter de reproduire l'une des formes paradigmatiques et communes à toute forme sociale de division du travail dont la division sexuelle du travail : la séparation hiérarchique entre *travail intellectuel*, qualifié, c'est-à-dire exigeant des compétences politiques reconnues comme telles, notamment un savoir-faire scolaire, et *travail manuel*, déqualifié, c'est-à-dire exigeant des compétences acquises mais déniées comme telles, naturalisées et dépolitisées. Les références au travail « pratique », « concret », « logistique » – qui apparaîent aussi sous la désignation du « travail terrain », ou « de la *job* de bras » – étaient ainsi récurrentes dans le quotidien militant de la Marche. Et ce ne sont pas seulement les tâches qui se trouvaient ainsi classées ou catégorisées, mais bien les travailleuses qui les accomplissaient. On parlait ainsi des « praticiennes », des « femmes terrain » ou encore « des femmes de la base » et, par opposition, des « théoriciennes », des femmes de « bureau », « de tour d'ivoire » ou encore des « femmes cravates ». Cette première forme de division du travail se doublait d'une disqualification du travail militant à connotation domestique. Tout à fait dépolitisé, ce travail (ranger la salle, passer le balai, préparer les lunches etc.) était exclu de la définition du « vrai travail militant » (être déléguée, représenter, prendre position, voter) dont la réalisation en

dépendait pourtant très directement.

- 40 Sur les bases de ces spécialisations militantes, les rapports de pouvoir trouvaient finalement matière à se reconfigurer à l'intérieur de l'organisation de la Marche. Par ailleurs, ce mode de distribution des tâches militantes avait concrètement pour effet de créer des groupes de position militante et des rapports différenciés au groupe mobilisé, en particulier des solidarités partielles à l'intérieur du groupe mais aussi des conflits latents qui ont fonctionné comme des remparts à l'unification du groupe au sens fort de groupe pour soi. La capacité de résistance du groupe mobilisé s'en trouvait fragilisée.

3. Le passage au collectif comme enjeu et comme expérience résistante

- 41 Notre mode d'entrée dans la sociologie des mouvements sociaux – via l'analyse des rapports de domination qui les traversent et qu'ils contribuent à actualiser – a permis de mettre en évidence que le travail militant, y compris lorsqu'il a pour objectif d'organiser « la résistance », pouvait susciter des pratiques de résistance. Ces pratiques qui se déploient à l'intérieur des espaces-temps militants sont aussi du travail militant. En effet, lorsque l'organisation du travail militant prend une forme séparée, qui reproduit les divisions sociales du travail (manuel/intellectuel ; visible/invisible ; etc.) et qui se traduit par une spécialisation des tâches, elle peut devenir l'enjeu d'un conflit et donc susciter elle-même des résistances. On peut alors parler de *résistances au travail militant* pour désigner les pratiques d'opposition aux hiérarchies militantes et à l'organisation du travail qui les produit.
- 42 Dans ce cas, le travail militant réel s'étend au-delà des seules

tâches prescrites, notamment valorisées (présider l'AG, rédiger un tract, répondre aux médias, participer à une délégation...), pour englober un certain nombre de tâches non prescrites qui viennent perturber le « bon » déroulement du travail militant, le plus souvent en AG. Les dominé(e)s des hiérarchies militantes alternent ainsi entre un travail militant inactif (refus de s'exprimer en AG, abstention durant les procédures de vote, pauses cigarettes...) et un travail militant actif plus ou moins ouvertement contestataire (se mettre dans un coin de l'AG et discuter d'autre chose, rompre l'ordre du jour, « raconter sa vie », faire une blague, poser un problème de fonctionnement, demander des précisions, dénoncer la domination des dominants, menacer de quitter la mobilisation, sortir bruyamment de l'AG, quitter le mouvement...).

- 43 Ces pratiques de résistance endogènes aux mouvements sociaux observés révèlent à la fois l'absence de passage au collectif et la revendication de ce passage. En cela, elles témoignent que le passage au collectif fait partie des enjeux de la mobilisation. Nous pensons ici à des « choix militants », orientés par les dominants de la lutte, qui consistent à organiser l'arrêt de l'occupation continue (24 heures sur 24) d'un lieu emblématique. Cet arrêt tend à provoquer la disparition de nombre de tâches militantes exécutives, plus ou moins prescrites et visibles, qui donnaient du travail aux dominé(e)s de la lutte et rendaient supportables – voire légitimes – les hiérarchies militantes. L'inactivité militante soudaine, pour les dominé(e)s, met alors en évidence le double niveau de participation et autorise, compte tenu de l'investissement passé, une entrée en résistance.

- 44 L'issue des pratiques de résistance endogènes à la mobilisation peut être double selon nos observations. Dans certains cas, le travail militant prescrit est tellement ritualisé et contrôlé qu'il permet de rappeler à l'ordre les « résistant(e)s » : les dominants parviennent alors à sauver l'ordre militant hiérarchisé mais provoquent, du même coup, l'exit dispersé des dominé(e)s. Selon la taille de la mobilisation, cet exit est invisible ou est taxé de « choix individuel » mais, au bout de quelques jours, l'homogénéisation sociographique de la lutte devient visible, et pas seulement pour la personne qui observe... Dans d'autres cas, plus rares, le conflit autour du passage au collectif permet, paradoxalement, de faire tenir le groupe mobilisé. En déstabilisant le travail militant prescrit des dominants, les pratiques de résistance endogènes à la mobilisation redonnent du travail et du sens à la participation des dominé(e)s de la lutte. À partir du critère de l'évolution numérique en AG, il est ainsi remarquable de voir combien les conflits ouverts peuvent contribuer à stabiliser la taille du groupe mobilisé et son hétérogénéité sociographique. Cependant, la dialectique domination/résistance a rarement une issue favorable.
- 45 En effet, une fois encore, le détour par la contradiction des pratiques de résistance mérite d'être étendu aux rapports de force qui se déploient dans les luttes elles-mêmes. Pour l'une des mobilisations de chômeurs et chômeuses observées (Morlaix), la domination de classe – conduite de la lutte accaparée par des hommes salariés ou éloignés de l'expérience du « chômage total » (Schnapper, 1981) et acquis à l'idéologie de la « fin du travail » – a fini par susciter une subversion de l'ordre militant chez les hommes

chômeurs ou exclus du marché du travail. Or, cette subversion – qui peut s'analyser comme une forme de résistance de classe dans la lutte – a pris aussi des formes sexistes à travers des pratiques masculines d'agression physique des compagnes des subversifs ou d'assignation aux tâches militantes à connotation domestique des femmes en lutte qui essayaient de remettre du lien entre les mobilisé(e)s, notamment entre les hommes en conflit. Là encore, il nous semble important de prendre en compte la dynamique de tous les rapports sociaux au moment d'interroger la portée résistante des pratiques des hommes chômeurs qui se révoltaient.

- 46 Il pourrait ressortir de ce qui précède que toute pratique militante réelle est chargée de contradictions insurmontables si l'on raisonne en termes de co-construction des rapports sociaux. Toutefois, le constat de l'existence de moments de lutte – certes éphémères et fragiles – échappant au travail séparé nous a conduit(e)s à prêter attention à des formes d'expérience résistante au cours desquelles le passage au collectif semblait en bonne voie. En effet, à l'inverse des dynamiques démobilisatrices évoquées plus haut, nous avons repéré des moments militants de « travail collectif » (Dunezat, 2009 : 171-174). Sans prétendre ici à l'exhaustivité, ils combinent plusieurs conditions qui agissent simultanément pour rendre possible un *passage au collectif*.
- 47 D'abord, le temps militant devient permanent grâce à un répertoire d'action – par exemple une occupation de mairie 24 heures sur 24 – qui imbrique et élargit les différents types de tâches : l'assemblée générale est assez longue pour défaire la doxa de la discipline ou de l'efficacité dans l'organisation du travail militant ; les tâches – notamment dites matérielles

– sont tellement nombreuses que tout le monde a du travail et a le sentiment d'être utile et actif ; l'espace d'accomplissement du travail – grâce à l'occupation – devient presque unique et rend possibles les « coups de main », voire l'incursion de chacun(e) dans le travail de l'autre ; les sociabilités imperméables de l'ordre quotidien des rapports sociaux sont déstabilisées, ce qui facilite les « rencontres inattendues » et la coexistence d'individualités contradictoires (comme, dans une mobilisation de « chômeurs », entre un ancien colleur blanc du FN et un sans-papiers noir) ; on n'hésite pas à inventer des temps de parole spécifiques, par exemple pour les gens qui ressentent le besoin de raconter leur parcours ; l'occupation autorise la participation quotidienne des « gens qui travaillent » et permet de résoudre des problèmes de garde d'enfants, facilitant ainsi la militance de certaines femmes ; etc.

48 Ensuite, en donnant du travail à tout le monde et en offrant une raison d'être là, l'occupation autorise l'expression du « capital militant non légitimé », c'est-à-dire de tous ces savoirs et savoir-faire qui, dans la plupart des luttes, sont invisibilisés et négligés – voire combattus – parce qu'ils ne sont pas les attributs des dominants de la lutte. D'une part, ce sont toutes les tâches que ces dominants maîtrisent mal faute de socialisation (comme réparer un objet cassé ou résister à la fatigue des nuits d'occupation). D'autre part, ce sont ces récits individuels grâce auxquels les méandres – notamment institutionnels – du quotidien des dominé(e)s sont transformés en savoir collectif et, surtout, en occasions d'agir. Un(e) tel(le) a eu l'électricité coupée ; un(e) tel(le) a subi un contrôle d'identité au faciès... Le temps passé à écouter/recueillir ces récits donne du sens à la présence de la personne concernée et ne manquera pas de susciter une

action de résolution qui renforcera cette même présence.

- 49 Ces conditions observées du passage au collectif ne doivent pas laisser penser que les hiérarchies militantes ont disparu. Simplement, selon les mots d'une chômeuse mobilisée, « l'euphorie du travail collectif » met en sommeil la visibilité de ces hiérarchies parce qu'elle matérialise et donc rend possible la production d'un sentiment collectif, un mode de prise de décisions qui crée une unité à partir de l'hétérogénéité des expériences de vie et des compétences militantes, la coexistence durable et active de toutes les catégories de dominé(e)s *concernées par la lutte*.

Conclusion

- 50 Du point de vue de la sociologie des rapports sociaux, la résistance est donc une catégorie d'analyse centrale qui mérite à la fois d'être mieux circonscrite – comme pratique et logique à disposition des dominé(e)s – et davantage matérialisée, c'est-à-dire pensée comme une forme de travail militant. Si les pratiques de résistance d'un groupe mobilisé peuvent prendre des formes variables voire opposées – notamment en termes d'organisation du travail militant – nous avons cherché à souligner, à partir de nos terrains, la centralité de l'enjeu du passage au collectif dans la portée et la pérennité des pratiques de résistance de tout groupe mobilisé.
- 51 Compte tenu de la consubstantialité des rapports sociaux, la participation durable et active des catégories de dominé(e)s *concernées par une lutte donnée* constitue le signe le plus tangible d'une organisation du travail militant qui enrayer les effets démobilisateurs des hiérarchies militantes. En particulier, selon le rapport social qui est mis en cause par un groupe mobilisé, nous interrogeons la portée de ses

pratiques de résistance lorsqu'elles structurent une division du travail militant qui contribue à exclure des catégories de dominé(e)s concernées par la mise en cause de ce rapport social ou à les reléguer à des positions subalternes, à des rôles de « figurant(e)s de la lutte ».

52 Les pratiques d'organisation du travail militant prennent alors un tour paradoxal : bien qu'elles visent à construire, organiser ou maintenir du collectif, elles produisent des divisions à l'intérieur du groupe mobilisé, des pratiques et des trajectoires militantes tellement imperméables et spécialisées qu'aucun processus d'appropriation collective de la lutte telle qu'elle se mène n'est possible. Elles font alors barrage au passage au collectif et viennent ainsi affaiblir le potentiel de résistance dont le groupe est virtuellement porteur au niveau collectif. C'est dans cette perspective que nous proposons – pour tous les rapports sociaux – de reformuler le problème de la construction de la classe au sens fort du terme de classe pour soi...

Notes

1. Nous rejoignons en partie ici des travaux qui montrent « qu'une position sociale défavorisée ne prescrit pas en soi le type de régulation des rapports sociaux préconisé pour répondre à l'expérience de l'oppression » et que « les membres des groupes dominés » peuvent aussi bien ne pas légitimer « la structure sociale hiérarchique » que « légitimer cette structure en activant un principe de division entre les bonnes et les mauvaises personnes, selon une logique conformiste » (Staerklé *et al.*, 2007 : 226-227).

2. Nous ne reprendrons pas ici les propositions foucaaldiennes suivantes : celle d'un pouvoir disséminé, plastique, mobile, multiple, biopolitique ; celle d'une forme de liberté induite par la définition du pouvoir comme « faire faire », comme autoconstitution des sujets ou du devenir sujet ; celle d'une forme de réversibilité du pouvoir liée à cette forme de liberté (Brossat, 2004).

3. Comme l'a montré Valérie Cohen (2003 : 13-21) à propos des chômeurs, la sous-représentation, voire l'absence, des « principaux concernés » dans les luttes dites de « sans » ont été souvent pensées comme un effet de l'expérience de la précarité. Cependant, en la matière, toute démarche comparative (synchronique ou diachronique) permet de repérer que la non-mobilisation des « sans » est loin d'être un effet mécanique de la précarisation : elle est aussi le produit des rapports de force endogènes à la mobilisation.

Auteurs

Xavier Dunezat

Du même auteur

Quand des chômeurs se mobilisent..., , 2018

6. Pour quoi se battre ? in Quand des chômeurs se mobilisent..., , 2018

5. Au travail militant in Quand des chômeurs se mobilisent..., , 2018

Tous les textes

Elsa Galerand

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont sous **Licence OpenEdition Books**, sauf mention contraire.

Référence électronique du chapitre

DUNEZAT, Xavier ; GALERAND, Elsa. *Chapitre 8. La résistance au prisme de la sociologie des rapports sociaux : les enjeux du passage au collectif* In : *Qu'est-ce que résister ? Usages et enjeux d'une catégorie d'analyse sociologique* [en ligne]. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2014 (généré le 01 avril 2024). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/septentrion/3391>>. ISBN : 978-2-7574-1433-0. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.3391>.

Référence électronique du livre

CALDERÓN, José-Angel (dir.) ; COHEN, Valérie (dir.). *Qu'est-ce que résister ? Usages et enjeux d'une catégorie d'analyse sociologique*. Nouvelle édition [en ligne]. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2014 (généré le 01 avril 2024). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/septentrion/3368>>. ISBN : 978-2-7574-1433-0. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.3368>.
Compatible avec Zotero

Qu'est-ce que résister ?

Usages et enjeux d'une catégorie d'analyse sociologique

Ce livre est recensé par

Lilian Mathieu, *Lectures*, mis en ligne le 30 janvier 2019. URL : <https://journals.openedition.org/lectures/16827> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.16827>

Qu'est-ce que résister ?

Usages et enjeux d'une catégorie d'analyse sociologique

Ce chapitre est cité par

Picot, Pauline. (2021) « Par nous, pour nous ». *Lien social et Politiques*. DOI: [10.7202/1079495ar](https://doi.org/10.7202/1079495ar)

Ce livre est cité par

(2017) *Contester Conflits et résistances au travail*. DOI: [10.3917/scpo.sains.2017.01.0157](https://doi.org/10.3917/scpo.sains.2017.01.0157)

Lapalus, Marylène. (2023) Faire justice en temps de féminicide. *Cahiers du Genre*, n° 73. DOI: [10.3917/cdge.073.0061](https://doi.org/10.3917/cdge.073.0061)

Maupas, Caroline. (2019) Le recours aux technologies socionumériques chez les parents d'enfants placés : support de liens, outils de résistances. *Enfances, Familles, Générations*. DOI: [10.7202/1064514ar](https://doi.org/10.7202/1064514ar)



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

✗ Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)